

MINISTERE DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

.....
MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET A FIN JUIN 2023

**COMMUNICATION EN CONSEIL
DES MINISTRES RELATIVE A
L'EXECUTION DU BUDGET
A FIN JUIN 2023**



La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2023, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses par rapport aux objectifs arrêtés pour le premier semestre.

I – MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin juin 2023 s'élèvent globalement à **4.878,1 milliards de FCFA** pour une prévision de 5.420,3 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 90%, essentiellement en lien avec la performance moindre enregistrée au niveau des émissions de titres publics.

Les réalisations de ressources comprennent **2.977,9 milliards de FCFA de recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **1.900,1 milliards de FCFA de ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

Concernant les recettes fiscales, le niveau de recouvrement ressort à **2.758,5 milliards de FCFA** à fin juin 2023, avec un écart positif de 37,4 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 2.721,1 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement lié aux bonnes performances enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les revenus de pétrole et gaz** ont été recouverts à hauteur de **89,2 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 16,3 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 72,9 milliards de FCFA. Cette performance s'explique principalement par les revenus du pétrole qui enregistrent un écart positif de 13,3 milliards de FCFA en lien avec la réalisation en avril d'un enlèvement initialement prévu au deuxième semestre ;
- **les taxes à l'exportation** ont été encaissées à hauteur de **277,5 milliards de FCFA** contre un objectif de 262 milliards de FCFA, soit un écart positif de 15,5 milliards de FCFA dû au niveau plus élevé que prévu du volume des exportations de cacao (1 260 024 tonnes pour un objectif de 1 091 675 tonnes) et de noix de cajou (732 100 tonnes pour un objectif de 580 578 tonnes) ;
- **l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers** a été mobilisé à hauteur de **85,3 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 12,3 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 73 milliards de FCFA. Ce résultat s'explique essentiellement par le paiement plus tôt que prévu de l'IRVM au deuxième trimestre 2023, avant l'échéance légale fixée en octobre, par certaines entreprises ayant déjà tenu leurs assemblées générales notamment Orange, Perseus Mining Yaoure, Société des mines de Tongon et Ciprel ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** a été recouverte à hauteur de **329,6 milliards de FCFA** pour une prévision de 319,4 milliards de FCFA, soit un écart positif de 10,2 milliards de FCFA. Cette performance résulte principalement de l'application à partir de 2023 de la déclaration mensuelle pour les contribuables relevant du régime simplifié d'imposition, ce qui réduit les risques de déperdition de ressources par rapport à la situation antérieure où ces déclarations s'effectuaient sur une base trimestrielle ;
- **la taxe sur les opérations bancaires** s'est élevée à **58,5 milliards de FCFA**, contre une prévision de 51 milliards de FCFA. L'écart positif de 7,6 milliards de FCFA enregistré est essentiellement lié à la bonne progression de l'encours des créances sur l'économie (+21,1% à fin mai 2023 en glissement annuel contre +8,4% à fin mai 2022) ;
- **les taxes sur les marchandises générales** ont été collectées à hauteur de **685,9 milliards de FCFA** contre un objectif de 679,2 milliards de FCFA, soit un écart positif de 6,7 milliards de FCFA dû au niveau plus élevé que prévu des volumes à l'importation (7,2 millions de tonnes pour un objectif de 6,9 millions tonnes), notamment du clinker (+174,06 milliers de tonnes) et des engrais (+187,0 milliers de tonnes) ;
- **l'impôt BIC hors pétrole et gaz** s'est chiffré à **423,4 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 6,5 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 416,9 milliards de FCFA essentiellement en lien avec le paiement au premier semestre 2023 de la totalité de l'impôt BIC par certains contribuables avant la dernière échéance légale fixée en septembre ;
- **la taxe ad valorem** a été collectée à hauteur de **30,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 26,9 milliards de FCFA, soit un écart positif de 3,5 milliards de FCFA résultant de la hausse du cours de l'or, en rapport avec la crise russo-ukrainienne.



Toutefois, l'effet des résultats susmentionnés a été atténué par les performances moindres enregistrées dans le recouvrement de certaines taxes. Il s'agit notamment des taxes sur les produits pétroliers (-20,4 milliards en lien avec une taxation moins favorable que prévue et des volumes moins importants qu'attendus du gasoil), des taxes sur les télécommunications (-6 milliards de FCFA en rapport avec le retard observé dans la mise en œuvre du dispositif de contrôle des flux de télécommunication).

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont été recouvrées à hauteur de **85 milliards de FCFA** pour un objectif de 37,1 milliards de FCFA. Ces recettes comprennent 54 milliards de FCFA de recettes des services dont 32,1 milliards de FCFA de commissions sur transferts hors UEMOA non initialement prévues au premier semestre, 21,2 milliards de FCFA de revenus du domaine, 3,9 milliards de FCFA de dividendes, 5,8 milliards de FCFA au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural et 0,1 milliard de redevance téléphonie mobile.

Quant aux dons, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **134,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 141,6 milliards de FCFA. Ils comprennent **99,1 milliards de FCFA** de dons programme et **35,4 milliards de FCFA** de dons projets.

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser **887,4 milliards de FCFA** pour une prévision de **1.489,5 milliards de FCFA**. Ce résultat s'explique par l'attentisme des établissements de crédits, à la suite de la reprise par la BCEAO des adjudications à taux variables en remplacement des adjudications à taux fixe, la hausse des taux directeurs de la Banque Centrale dont le principal est passé de 2% en juin 2022 à 3% en juin 2023 et la limitation des montants servis aux guichets de refinancement au titre des obligations de relance.

Les transferts des entreprises, correspondant aux versements effectués par diverses entreprises en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **5,8 milliards de FCFA** dont 4,8 milliards de FCFA provenant du Port Autonome d'Abidjan et 0,5 milliard de la Sitarail.

Les produits de privatisations et de ventes d'actifs de **0,2 milliard de FCFA** proviennent essentiellement de la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE.

Concernant les ressources extérieures d'emprunts, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **1.006,7 milliards de FCFA** contre un objectif de 1.019,9 milliards de FCFA. Elles comprennent **663,7 milliards de FCFA** d'emprunts-projets et **343 milliards de FCFA** d'emprunts programme.

II – EXECUTION DES DEPENSES

A fin juin 2023, les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de **5.259,8 milliards de FCFA** pour une prévision de 5.453,5 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 96,4%. Ces dépenses se déclinent comme ci-après.

Les charges financières de la dette publique ont été réglées à hauteur de **661 milliards de FCFA** pour une prévision de 591,7 milliards de FCFA soit un dépassement de 69,3 milliards de FCFA en lien principalement avec l'accroissement continu des taux d'intérêts variables (Euribor) et les conditions financières défavorables sur les marchés.

Les dépenses de personnel ont été payées à hauteur de **1.137,6 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.133,6 milliards de FCFA soit un dépassement de 4 milliards de FCFA qui s'explique par l'amélioration de l'efficacité du mécanisme de transmission des dossiers de premier mandatement récemment mis en place par le Ministère de la Fonction Publique.

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées pour **48,5 milliards de FCFA** contre une prévision de 52,6 milliards de FCFA, en rapport notamment avec le retard observé dans la transmission de certaines factures. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (40,1 milliards de FCFA), de téléphone (5,4 milliards de FCFA) et d'eau (3 milliards de FCFA).

Les autres achats de biens et services (hors dépenses liées à la Covid-19) se sont chiffrés à **335,8 milliards de FCFA** contre une prévision de 341,4 milliards de FCFA.

Les transferts (hors dépenses liées à la Covid-19, au CNS et aux élections) ont été exécutés à hauteur de **406 milliards de FCFA**, pour une prévision de 444,9 milliards de FCFA. Ces transferts comprennent la subvention aux écoles privées (97,4 milliards de FCFA), les bourses et pécules (67,1 milliards de FCFA), les subventions aux EPN (47,7 milliards de FCFA) et aux collectivités (13,7 milliards de FCFA).



Les dépenses liées à la gestion de la Covid-19 se sont situées à **43,8 milliards de FCFA** contre 23,4 milliards de FCFA initialement prévus, en lien avec la poursuite des actions du plan de riposte sanitaire jusqu'à fin juin 2023.

Concernant les dépenses de sécurité et d'élections, elles se sont établies à **153,4 milliards de FCFA** contre 212,3 milliards de FCFA prévus.

Quant aux dépenses d'investissement, elles sont ressorties à **1.355,4 milliards de FCFA** contre une prévision de 1.511 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 89,7%, principalement en lien avec un niveau moins élevé que projeté de l'exécution des projets financés sur C2D et ressources extérieures d'emprunts.

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des institutions et ministères fait ressortir que douze (12) d'entre eux affichent des taux d'exécution supérieurs à 50% et vingt-six (26) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 50%

Enfin, les charges de trésorerie, qui concernent le remboursement du capital au titre de la dette publique, ont été honorées à hauteur de **1 118,3 milliards de FCFA** pour une prévision de 1 142,5 milliards de FCFA, soit un écart négatif de **24,2 milliards de FCFA** principalement en lien avec la variation à la baisse du dollar US par rapport aux hypothèses de prévision.

Concernant les dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales ainsi que les dépenses sociales spécifiques, elles se sont établies respectivement à **1 630,7 milliards de FCFA** et à **345,3 milliards de FCFA** à fin juin 2023, au-dessus des différents objectifs planchers de 1 623,4 milliards de FCFA et de 307,0 milliards de FCFA.

Le déficit budgétaire à fin juin 2023 ressortirait ainsi à **1.028,7 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.338,2 milliards de FCFA et un niveau plancher annuel fixé à 2.514,1 milliards de FCFA (5,2% du PIB).

CONCLUSION

L'exécution du budget de l'Etat au terme du premier semestre 2023 fait ressortir une bonne performance au niveau de la mobilisation des ressources budgétaires et une maîtrise des dépenses qui ont été globalement contenues à l'intérieur des dotations.

Ces évolutions se traduisent par le respect des principaux objectifs budgétaires à fin juin 2023 du programme économique et financier, notamment le solde budgétaire et le niveau de recouvrement des recettes fiscales.

Dans la perspective de garantir la bonne mise en œuvre du programme économique et financier conclu récemment avec le FMI, ainsi que l'atteinte des objectifs du Plan National de Développement 2021-2025, les efforts d'amélioration de la mobilisation des ressources, de la maîtrise des charges de fonctionnement et de renforcement de la capacité d'absorption des crédits d'investissement, seront poursuivis au cours du deuxième semestre 2023

Telle est l'économie de la présente communication relative à l'exécution budgétaire au premier semestre de l'année 2023, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Adama COULIBALY

LE MINISTRE DU BUDGET ET DU
PORTEFEUILLE DE L'ETAT

Moussa SANOGO



ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE (Etat de réalisation à fin juin 2023)

En milliards de FCFA

RESSOURCES	Fin Juin 2023			DEPENSES	Fin Juin 2023		
	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)		Budget initial (hors comptes spéciaux)	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES							
RECETTES FISCALES (vs FER)							
- TRESOR	6 505,6	2 721,1	2 758,5				
- DGD (hors PCS, PCC et SCS)	3 135,8	1 598,4	1 633,6				
	12,6	5,1	8,0				
	2 357,2	1 116,6	1 118,3				
RECETTES NON FISCALES (vs FMR)							
Recettes non fiscales Trésor	115,9	37,1	85,0				
Revenus du domaine DGI	93,1	14,3	57,9				
Bonus de signature secteur pétrolier	44,9	20,9	21,3				
Licences de télécommunication	0,0	0,0	0,0				
Fonds d'investissement en milieu rural	0,1	0,0	0,1				
Autres recettes non fiscales	7,8	2,0	5,8				
DONS							
Dons programmes	321,7	141,6	134,4				
AFD (C22)	292,4	99,9	98,1				
GVT Espagnol (PCC)	199,7	0,0	0,0				
UE	2,5	0,0	0,0				
Dons projets	119,3	41,8	35,4				
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	5 943,2	2 899,9	2 977,9				
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE							
Privatisation et ventes d'actifs	4,6	0,0	0,2				
Transfert des entreprises déclassées rétroclassées	23,2	11,0	5,8				
Emprunts sur marchés monétaire et financier							
Emprunts obligataires	3 104,6	1 489,5	887,4				
Bons et obligations du Trésor		787,1	210,7				
Eurobonds		702,4	678,8				
Autres emprunts à moyen et long termes (tirissations)	540,0	0,0	0,0				
Emprunts programmes							
FMI	320,0	309,2	345,0				
Banque Mondiale		309,2	302,0				
Banque Africaine de Développement		0,0	0,0				
AFD (Autre appui budgétaire)		0,0	0,0				
Allemagne		0,0	0,0				
JICA		0,0	0,0				
Autres	320,0	0,0	41,0				
Emprunts-projets	1 656,7	710,8	663,7				
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	5 015,0	2 520,4	1 900,1				
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	10 958,2	5 420,3	4 878,1				
CHARGES DE TRESORERIE							
Amortissement de la dette publique							
Dette intérieure	2 576,5	1 442,5	1 118,3				
Dette extérieure	1 089,9	878,0	678,7				
TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	2 576,5	1 442,5	1 118,3				
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	10 958,2	5 453,5	5 259,8				

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGBF



ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin juin 2023)

En milliards de FCFA

LIBELLES			
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	2 721,1	2 758,5	37,4
DGI	1 598,4	1 633,6	35,1
Impôts directs	928,2	949,6	21,4
Impôts sur bénéfices	493,8	505,8	12,0
BIC pétrole et gaz	51,1	62,4	11,3
- BIC pétrole	25,7	35,0	9,3
- BIC gaz	25,4	27,4	2,1
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	877,1	887,2	10,1
- BIC hors pétrole	416,9	423,4	6,5
- Impôt synthétique et AIRSI	18,3	14,9	-3,4
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	7,4	5,1	-2,4
- Impôts sur revenus et salaires	361,4	358,5	-2,9
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	73,0	85,3	12,3
Impôts indirects	670,2	683,9	13,7
TVA (hors part secteur électricité)	319,4	329,6	10,2
TOB	51,0	58,5	7,6
Taxe sur boissons et tabacs	44,5	44,9	0,4
Droits d'enregistrement et de timbre	123,6	120,9	-2,8
<i>dont enregistrement café cacao</i>	52,1	44,6	-7,5
Patentes et Licences	28,6	26,6	-2,0
Taxe d'exploitation pétrolière	11,0	15,0	4,0
Taxe d'exploitation du gaz	10,8	11,8	0,9
Taxe sur les télécommunications	35,3	29,3	-6,0
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	16,5	14,5	-2,0
Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques	1,1	1,0	-0,1
Taxe ad valorem	26,9	30,4	3,5
Accises et autres taxes indirectes	1,5	1,4	-0,1
<i>dont Taxe pour le développement touristique</i>	1,4	0,5	-0,9
TRESOR	6,1	6,6	0,5
Impôts directs	5,5	6,1	0,6
Impôts sur revenus et salaires	5,5	6,1	0,6
Impôts indirects	0,6	0,5	-0,1
Timbres et vignettes	0,6	0,5	-0,1
DGD (hors PCC, PCS et RPI)	1 116,6	1 118,3	1,7
Droits et taxes à l'importation	854,6	840,9	-13,7
Taxes sur produits pétroliers	175,4	155,0	-20,4
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	679,2	685,9	6,7
Taxes à l'exportation	262,0	277,5	15,5

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGB



ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

(en FCFA)

INSTITUTIONS/ MINISTÈRES	Dotation 2023	Exécution fin juin 2023	Taux d'exécution Fin juin 2023
Ministère de la Culture et de la Francophonie	663 134 732	43 134 732	6,5%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	6 532 880 952	508 150 924	7,8%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie	148 595 431 295	18 289 669 947	12,3%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	27 828 524 856	4 031 192 231	14,5%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	59 180 929 762	9 407 621 436	15,9%
Ministère de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale	559 866 460	106 206 460	19,0%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	382 385 756 368	77 016 188 572	20,1%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	68 203 681 117	15 525 539 763	22,8%
Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	433 976 164 383	134 820 909 068	31,1%
Ministère du Plan et du Développement	18 020 608 924	5 822 717 394	32,3%
Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	237 696 858 176	77 207 180 541	32,5%
Ministère d'État, Ministère de la Défense	41 757 000 248	13 580 726 805	32,5%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	3 611 881 269	1 243 587 313	34,4%
Représentation Nationale	1 500 000 000	525 000 000	35,0%
Cour de Cassation	250 000 000	87 500 000	35,0%
Cour des Comptes	1 000 000 000	350 000 000	35,0%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	171 598 973 231	61 634 440 253	35,9%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME	3 677 075 925	1 353 483 831	36,8%
Ministère de la Fonction Publique	2 008 774 959	781 569 155	38,9%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	19 228 634 722	8 234 368 753	42,8%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	36 459 833 944	15 676 781 793	43,0%
Ministère des Sports	10 871 998 136	4 959 930 009	45,6%
Ministère d'État, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	205 622 547 862	94 435 356 180	45,9%
Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation	70 187 882 100	32 745 397 867	46,7%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	19 153 016 073	9 207 300 093	48,1%
Ministère d'État, Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora	5 719 190 586	2 844 682 303	49,7%
Primature et Services Rattachés	31 450 543 970	18 758 172 656	59,6%
Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et de la Lutte contre la Corruption	1 300 015 641	780 515 641	60,0%
Ministère de l'Économie et des Finances	50 426 314 472	31 582 145 484	62,6%
Ministère des Transports	332 389 730 196	209 280 988 378	63,0%
Présidence de la République	161 100 000 000	116 437 351 880	72,3%
Ministère de la Communication et de l'Économie Numérique	9 434 946 418	6 848 946 246	72,6%
Commission Electorale Indépendante	111 000 000	83 250 000	75,0%
Ministère du Tourisme	22 569 958 845	19 017 143 984	84,3%
Ministère des Eaux et Forêts	14 482 094 486	12 386 691 918	85,5%
Ministère du Budget et du Portefeuille de l'État (hors dépenses communes)	60 349 701 482	53 247 631 829	88,2%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	55 825 305 454	49 416 261 795	88,5%
Ministère de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	55 819 907 993	50 194 363 993	89,9%
Total hors dépenses communes et comptes spéciaux	2 771 550 165 037	1 158 472 099 227	41,8%
Dépenses communes	598 905 442 121	85 285 088 265	14,2%
Compte spéciaux	231 388 000 000	111 655 119 529	48,3%
Total Général	3 601 843 607 158	1 355 412 307 021	37,6%

Source : SIGOBE/DGBF



ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2023

(en FCFA)

DOMAINES	2022		2023	
	Réalisation	Objectif annuel	Objectif juin	Exécution à fin juin
01 Agriculture et développement rural	120 111 938 072	87 248 464 971	44 610 482 922	76 085 197 256
01.0 Administration générale	23 106 019 043	15 229 808 156	8 601 154 514	15 163 274 827
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	35 927 796 582	21 894 857 871	10 947 428 936	22 537 622 145
01.2 Formation et encadrement	43 871 305 307	34 694 604 346	17 347 302 173	28 409 783 936
01.3 Aménagement hydro-agricole	7 359 369 140	7 607 194 598	3 803 597 299	4 214 516 348
01.4 Autres investissements en milieu rural (FIMR)	9 847 448 000	7 822 000 000	3 911 000 000	5 760 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	17 051 541 769	17 393 707 398	8 696 853 699	6 294 857 955
02.0 Administration générale / formation et encadrement	9 363 709 814	9 681 335 537	4 840 667 769	5 361 970 600
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	3 701 967 873	2 596 731 403	1 298 365 702	140 023 445
02.2 Pêche et aquaculture	3 985 864 082	5 115 640 458	2 557 820 229	792 863 910
03 Education	1 642 230 073 897	1 674 134 569 012	881 853 210 202	846 135 358 010
03.0 Administration générale	106 548 131 810	104 771 810 380	52 385 905 190	57 631 040 432
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	630 717 301 744	658 700 022 342	329 350 011 171	319 585 337 227
03.2 Alphabétisation	458 806 370	660 000 000	330 000 000	0
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	579 341 251 855	640 586 742 896	320 293 371 448	282 650 072 721
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	325 164 582 118	269 415 993 394	179 493 922 393	186 268 907 630
04 Santé	469 366 284 796	640 347 904 075	262 608 742 333	291 491 106 796
04.00 Administration générale santé	236 131 472 366	286 970 245 048	130 631 156 554	185 494 650 427
04.01 Système de santé primaire	90 608 100 187	167 454 257 280	43 019 876 671	33 274 510 772
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	4 935 706 143	2 100 000 000	1 050 000 000	310 441 266
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	31 581 742 858	73 702 856 966	36 851 428 483	31 478 376 009
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	31 696 859 340	16 318 459 173	4 155 237 821	7 047 029 543
04.05 VIH/SIDA	21 662 464 166	40 864 518 862	20 432 259 431	7 931 583 840
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	52 749 939 736	52 937 566 746	26 468 783 373	25 954 514 939
05 Eau et Assainissement	139 677 717 013	140 402 979 771	72 201 489 886	90 923 646 168
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	69 527 653 657	97 698 330 674	50 849 165 337	33 967 325 815
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	70 150 063 356	42 704 649 097	21 352 324 549	56 956 320 353
06 Energie	178 812 789 024	154 682 047 594	80 341 023 797	20 440 000 000
06.1 Accès à l'électricité	178 812 789 024	154 682 047 594	80 341 023 797	20 440 000 000
07 Routes et ouvrages d'art	470 001 503 779	382 661 668 227	162 771 530 269	152 304 254 713
07.1 Entretien pistes rurales	16 685 284 882	13 958 465 989	6 979 232 995	560 960 986
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	141 353 631 162	85 873 320 155	42 936 660 078	77 472 258 392
07.3 Autres travaux routiers	311 962 587 735	282 829 882 083	112 855 637 197	74 271 035 335
08 Affaires Sociales	82 285 150 023	76 079 463 101	38 039 731 551	72 588 159 023
08.0 Administration générale	15 097 318 422	17 348 574 311	8 674 287 156	8 411 747 147
08.1 Formations destinées aux femmes	2 099 446 597	3 387 589 666	1 693 794 833	595 887 924
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	29 162 021 469	27 811 274 085	13 905 637 043	10 758 359 009
08.3 Formation au personnel d'appui	1 495 787 362	1 698 450 843	849 225 422	680 648 585
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	34 430 576 173	25 833 574 196	12 916 787 098	52 141 516 358
09 Décentralisation	120 052 024 056	110 285 002 571	55 142 501 286	54 528 410 514
09.1 Décentralisation	120 052 024 056	110 285 002 571	55 142 501 286	54 528 410 514
10 Reconstructions et réhabilitations	20 861 762 143	12 157 507 577	6 078 753 789	3 995 722 677
10.1 Reconstruction et réhabilitation	822 836 570	2 124 814 737	1 062 407 369	267 855 818
10.2 Habitat et logement sociaux	20 038 925 573	10 032 692 840	5 016 346 420	3 727 866 859
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	44 924 256 066	22 179 457 544	11 089 728 772	15 875 283 111
11.1 Promotion et insertion des jeunes	36 551 963 836	17 276 330 557	8 638 165 279	14 682 056 081
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	8 372 292 230	4 903 126 987	2 451 563 494	1 193 227 030
TOTAL	3 305 375 040 638	3 317 572 771 841	1 623 434 048 504	1 630 661 996 223

Source : SIGOBE/DGBF



ANNEXE 5 : TABLEAU DE SUIVI DES DEPENSES SOCIALES SPECIFIQUES SUR FINANCEMENT ETAT A FIN JUIN 2023

ACTIVITES	Objectif annuel 2023 retenu	Objectif fin juin 2023	Total exécution à fin juin 2023
PROTECTION SOCIALE			
Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux	27 073 821 950	9 350 154 300	11 014 810 801
Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique dans le sahel	8 666 000 000	3 714 000 000	5 223 480 801
Soutien aux indigents pour l'accès à la CMU	280 000 000	120 000 000	120 000 000
Appui à l'opérationnalisation de la CMU	13 200 000 000	3 960 000 000	3 960 000 000
	4 927 821 950	1 556 154 300	1 711 330 000
SANTE			
Personnel santé fonctionnaire	268 835 827 540	84 895 524 486	97 981 865 306
Renforcer les capacités d'intervention des CHR	216 160 852 639	68 261 321 886	85 541 780 507
Renforcer les capacités d'intervention des HG	1 057 795 822	334 040 786	167 134 691
Renforcer les capacités d'intervention des CSU et CSR	2 393 809 970	755 939 990	262 357 799
Renforcer les capacités d'intervention des CHU	3 233 278 428	1 021 035 293	274 664 201
Gratuité des soins ciblés (paludisme, accouchement, césarienne, etc.) et évacuation sanitaire	6 578 750 000	2 077 500 000	2 146 250 000
Structures sanitaires spécialisées (SAMU, CNITS, CNOR, ICA, CNPTIR, etc.)	19 475 000 000	6 150 000 000	2 897 530 662
A provisionnement en médicaments	15 279 105 332	4 824 980 631	5 111 470 946
	4 657 235 350	1 470 705 900	1 580 676 500
EDUCATION			
Gestion des écoles préscolaires, primaires et secondaires (COGES)	647 515 316 083	210 232 194 808	233 943 382 265
Education primaire et préscolaire	17 497 508 681	5 525 529 057	6 618 430 190
Programme de cantines scolaires	598 179 229 375	191 061 560 882	227 035 805 561
Acquisition et distribution de kits et manuels scolaires et maillots pédagogiques	1 782 685 800	764 008 200	0
Appui à la prise en charge des frais de scolarité dans les écoles primaires privés Laïcs et confessionnelles	10 850 000 000	4 650 000 000	0
Personnel préscolaire et primaire fonctionnaire	6 544 645 100	2 804 847 900	0
Enseignement technique et formation professionnelle	579 001 898 475	182 842 704 782	227 035 805 561
Mise en oeuvre de l'Ecole de la Seconde Chance	31 838 578 028	13 645 104 869	289 146 514
Prise en charge des frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique privé	2 800 000 000	1 200 000 000	0
Appui au fonctionnement de l'AGEFOP et de l'IPNEPT	5 640 285 000	2 417 265 000	0
Appui à la formation professionnelle à travers le FDYP	578 293 028	247 839 869	289 146 514
	22 820 000 000	9 780 000 000	0
EMPLOI DES JEUNES			
Programme Emploi Jeunes	5 789 310 020	2 481 132 866	2 378 590 510
Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences	4 900 000 000	2 100 000 000	2 000 000 000
Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	411 040 000	176 160 000	176 160 000
Appui au fonctionnement de l'Agence Emploi Jeune	231 000 000	99 000 000	78 795 500
	247 270 020	105 972 866	123 635 010
TOTAL	949 214 275 593	306 959 006 459	345 318 648 882

